

HORS-DOSSIER

AUX USA, LES ARABES ET LES MUSULMANS À L'ÉPREUVE DU TERRORISME

par **James Cohen**, département de science politique,
université de Paris-VIII (Saint-Denis)

Peut-être les attentats du 11 septembre 2001, qui ont été suivis aux USA d'actes de "vengeance" inconsidérés, auront-ils, in fine, des effets positifs sur la place des Arabes et des musulmans au sein de la nation américaine, estime l'auteur. En attendant, ces attentats remettent en cause le modèle de société proposé par la superpuissance américaine, qui lutte actuellement pour définir son propre rapport à la démocratie.

Quand on pense aux minorités aux États-Unis, on pense d'abord aux Afro-Américains et aux Latinos, deux groupes qui forment, ensemble, un quart de la population nationale et qui sont très présents dans la sphère publique. Les Arabes et les Musulmans non seulement sont beaucoup moins nombreux (environ 3,5 millions pour les premiers et 6 millions pour les seconds) et moins "organiquement" liés à l'histoire du pays, mais, surtout, ils sont beaucoup moins visibles sur la scène publique.

Après les attentats du 11 septembre 2001, quelques milliers d'Américains ont voulu voir dans chaque Arabe ou musulman un suppôt du terrorisme international. On a déploré quelques meurtres, de nombreuses agressions physiques et diverses tentatives d'incendie de mosquée ou de centres communautaires. Le premier qui a payé de sa vie ces actes de soi-disant "vengeance" n'était ni arabe ni musulman, mais sikh d'origine indienne, simple employé de station-service en Arizona⁽¹⁾. D'innombrables personnes ont fait l'objet d'insultes ou de menaces dans la rue, par téléphone ou par courrier⁽²⁾. Entre le

11 septembre et le 11 octobre, une association de défense des droits des musulmans américains a enregistré plus de 800 plaintes⁽³⁾. Dans la première semaine après les attentats, des passagers "d'aspect moyen-oriental" ont été exclus de sept vols commerciaux, dans sept villes différentes, soit à la demande des autres passagers, soit à la demande des pilotes. Ces passagers avaient, bien sûr, subi les mêmes contrôles de sécurité que tous les autres. Le Comité arabe-américain contre la discrimination (ADC) n'a pas tardé à protester auprès des autorités fédérales⁽⁴⁾.

Étant donné que les personnes soupçonnées d'avoir exécuté les attentats sont toutes d'origine arabe et/ou musulmane, les enquêtes policières tendent à définir les "milieux à risque" à partir

1)- James E. Garcia, "Arabs, Latinos and The Culture of Hate", *PoliticoMagazine.com* (en ligne).

2)- Laurie Goodstein et Gustav Niebuhr, "Attacks and Harassment of Middle-Eastern Americans Rising", *New York Times*, 14 septembre 2001.

3)- Beth Shuster, "Crimes of Hate or Just Crime ?", *Los Angeles Times*, 11 octobre 2001.

4)- Bulletin daté du 21 septembre 2001, site web de l'Arab-American Anti-Discrimination Committee.

de critères ethniques, d'où un climat de soupçon⁽⁵⁾. Du fait qu'ils sont en général peu visibles dans la vie publique américaine, les Arabes et les musulmans constituent des cibles commodes : qu'ils aient la nationalité américaine ou non, ils restent "l'étranger". Même si on peut imaginer – hypothèse sans doute audacieuse compte tenu de l'ambiance du moment – qu'à la longue, la crise actuelle permettra aux Arabes et aux musulmans d'Amérique de se faire mieux reconnaître ; de montrer notamment qu'ils sont, à bien

des égards, des citoyens comme les autres, et que l'islam n'est pas synonyme de violence.

Ceux qui les ont agressés après le 11 septembre ignoraient sans doute que les Arabes et les musulmans aux États-Unis sont souvent patriotes, en tout cas fort contents de vivre (sauf exception !) en paix et, dans bien des cas, de réussir socio-économiquement. Les "vengeurs" auraient eu du mal à croire qu'environ 15 000 arabophones ont spontanément proposé leurs services aux autorités fédérales pour participer à la recherche des terroristes⁽⁶⁾, et que les Arabes et musulmans étaient nombreux, dès le 11 septembre, à donner leur sang pour aider les victimes des attentats. Ils ne savaient pas, ou ne voulaient pas savoir, que nombre des victimes qui se trouvaient dans les avions ou dans les tours jumelles étaient originaires du monde arabo-musulman. Ils ignoraient, enfin, que la population arabe et musulmane aux États-Unis – qui appartient à toutes les couches sociales – compte également d'éminents intellectuels, des diplomates et des élus au Congrès.

*Peut-on parler d'un
"modèle d'intégration"
américain ?
Sans doute, à condition
d'admettre qu'il est dual
et quelque peu
schizophrène.*

Ces actes de violence trop nombreux peuvent facilement donner l'impression que les États-Unis sont un pays gangrené par la xénophobie et l'intolérance. Mais à une époque où l'ordre du monde dépend beaucoup des images que nous nous fai-

sons des différentes sociétés et aires culturelles, il importe de nuancer le tableau. Un peu partout aujourd'hui, et indépendamment des attaques du 11 septembre, la question du modèle de société proposé par la superpuissance américaine est à l'ordre du jour. Qu'y a-t-il à défendre dans cette société, que doit-on rejeter ? Quel que

soit le point de vue que l'on adopte, le bilan est nécessairement complexe, bien au-delà de ce que permet l'américanophilie béate ou l'américanophobie inconditionnelle, version fruste de l'anti-impérialisme.

UN DISCOURS OFFICIEL EN FAVEUR DE LA NATION CIVIQUE

Qu'est-ce, après tout, que la nation américaine ? On ne peut pas dire qu'elle est une "nation ethnique" pure et dure, c'est-à-dire un champ clos d'ethnicités rivales, ni une parfaite "nation civique" où les valeurs de tolérance et d'égalité prévalent en toutes circonstances. Les discours multiculturalistes en tous genres qui circulent dans certains milieux américains n'empêchent pas les "minorités" d'aspirer d'abord et avant tout à un traitement égal – résultat que

5) - Sam Howe Verhovek, "Once Appalled by Race Profiling, Many Find Themselves Doing It", *New York Times*, 23 septembre 2001.

6) - Blaine Harden, "U.S. Patriots from Mideast Want to Pursue Bin Laden", *New York Times*, 12 octobre 2001.



Article paru dans *Al-Ahram Hebdo*, journal égyptien en langue française.

le modèle socio-économique en vigueur est loin de favoriser. On serait plus proche de la vérité en décrivant les États-Unis comme un mélange (parfois détonant) de deux types, c'est-à-dire, selon la formule pertinente de Denis Lacorne, une *"nation ethno-civique [...], ethnique par exclusion, civique par inclusion"*⁽⁷⁾.

Peut-on parler d'un "modèle d'intégration" américain ? Sans doute, à condition d'admettre qu'il est dual et quelque peu schizophrène. En même temps que les actes de xénophobie et de haine, on a observé ces dernières semaines de nombreuses protestations contre ces mêmes actes, de nombreuses manifestations spontanées de solidarité interconfessionnelle, où protestants, catholiques, juifs et musulmans tous ensemble ont plaidé pour la tolérance⁽⁸⁾. On a même vu se former, à Chicago, une "chaîne humaine" de personnes de diverses confessions pour protéger une mosquée menacée d'agres-

sion (l'œcuménisme n'est pas exactement la laïcité, mais il est sûrement préférable à la méfiance entre citoyens de confessions différentes...). Enfin, on a vu le maire de New York, Rudolph Giuliani, faire des discours fort appréciés dans lesquels il incitait ses concitoyens à pratiquer la tolérance et à célébrer la diversité.

Les consignes de tolérance sont venues aussi du plus haut niveau. Dès le 13 septembre, le président Bush lui-même a prononcé un discours dans un centre islamique de Washington, au cours duquel il déclarait notamment : *"Nous devons comprendre qu'en cherchant à gagner la guerre [contre le terrorisme], il faut traiter les Américains arabes et musulmans avec le respect qu'ils méritent."*⁽⁹⁾

L'administration Bush a lancé une campagne multiforme contre les actes xénophobes et racistes, en comptant même sur la participation active du ministre de la Justice (*Attorney Gene-*

ral), John Ashcroft, un homme ultraconservateur, qui rêve de “christianiser” la sphère de l’État et qui n’est d’ordinaire pas abonné aux causes antiracistes. L’exemple de John Ashcroft le prouve : quels que soient les hommes au pouvoir, le discours officiel penche clairement du côté de la “nation civique” et refuse avec fermeté l’anathème jeté sur des groupes particuliers. Cependant, il faudrait être naïf pour interpréter ce discours au premier degré, comme une simple et ardente défense des valeurs de l’égalité et de la tolérance. Car dès le départ, l’administration Bush était confrontée à un problème stratégique central : il lui fallait à tout prix contenir et dénoncer les actes de xénophobie, car il fallait convaincre l’opinion internationale – en commençant par certains alliés arabes et musulmans des États-Unis – que la lutte contre le terrorisme ne visait pas l’islam en général.

Les modèles d’intégration, on le voit, ne relèvent pas seulement de l’ordre interne des sociétés : le modèle américain est promu aujourd’hui à une importance stratégique peu commune. La société américaine qui, grâce à l’industrie du

spectacle, se projette dans le monde entier, est plus que jamais sous les projecteurs. En forgeant les règles internes et externes du “combat contre le terrorisme”, elle lutte en quelque sorte, sous les yeux du monde, pour définir son âme collective, ou plus exactement son rapport à la démocratie. La suite des événements dira de quoi, finalement, cette démocratie est faite.

S’il n’est pas exagéré de dire que la “nation civique” l’emporte actuellement sur la “nation ethnique”, et que grâce à cela, les États-Unis évitent de tomber dans le piège rhétorique de la “guerre des civilisations”, le danger subsiste néanmoins que par d’autres biais, notamment celui d’une campagne militaire peu adaptée aux objectifs annoncés, les gouvernants américains ne finissent par alimenter la polarisation ethnoculturelle à l’échelle internationale, plus qu’ils ne la freinent... ❀

7)- Denis Lacorne, *La crise de l’identité américaine*, Paris, Fayard, 1997, p. 15.

8)- L. Goodstein et G. Niebuhr, article cité.

9)- “Adding Shame to Grief”, éditorial, *Washington Post*, 14 septembre 2001 (traduction de l’auteur).



.....

Sylviane Diouf-Kamara, “La montée du sentiment anti-immigrés aux USA”
Hors-dossier, n° 1180, octobre 1994

Dossier *Fragments d’Amérique. Migrants et minorités aux USA*
N° 1162-1163, février-mars 1993

Pascal Noblet, “Reconnaître ses minorités : l’expérience américaine”
Hors-dossier, n° 1169, octobre 1993

Sylviane Diouf-Kamara, “Un siècle d’immigration arabe aux États-Unis”

Muhamed Mehdi, “Les Arabes dans la société américaine”
Dossier *Après la guerre du Golfe. Bilan et conséquences, en France et dans le monde*, n° 1145, juillet 1991